

Union Prévention Gestion des Crises Sanitaires
11 rue Emile Tabary
59278 Escautpont
Références :PDR/CP/BEAR/A082646

A Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République

Objet : demande de rendez vous pour l'UPGCS, déposée initialement par Monsieur Fabien Roussel, Député du Nord.

Monsieur le Président,

Notre association UPGCS, nos partenaires l'ONSIL et la Psychiatrie Parisienne Unifiée ont été très déçus par votre réponse. Déçus et profondément vexés, je m'explique :

Dans le cadre du Grand débat, le président et son Premier Ministre ont enchaîné les déplacements pour répondre aux interrogations des citoyens. Au regard des soignants et des patients, refuser de nous recevoir personnellement sera synonyme de relégation de la Santé à une place mineure.

Des praticiens ont publié moult articles relayés dans la presse scientifique pour s'indigner de l'absence de la Santé dans ce débat National. Les infirmiers et infirmières ont multiplié les actions sur leur lieu de travail.

Tout ceci a toujours été fait dans **le plus grand respect des lois et des biens de la République**, comme le sont aussi les revendications des patients pour défendre leur système de santé ! Jamais nous n'avons fait obstacle aux conditions de travail, espérant encore que des arguments sérieux ouvriraient la porte à des échanges constructifs ... En Vain ...

Les objectifs de création de l'UPGCS correspondent à une démarche de participation citoyenne des acteurs de santé, soignants et patients dans la refonte d'un système en grand danger.

Nous sollicitons Madame Agnès Buzyn sur différents dossiers depuis des mois sans aucune réponse, nos partenaires l'Onsil et la Psychiatrie Unifiée Parisienne ont multiplié eux aussi leurs demandes en vain. Nous ne voyons pas pourquoi elle serait attentive à nos requêtes maintenant. Votre courrier était aussi un manque de respect pour l'UPGCS ! Nous rappeler les réponses types dans le cadre du scandale Levothyrox met en doute d'une part notre implication d'autre part notre sérieux dans cette affaire.

De facto, un entretien permettrait peut-être une approche différente de vos administrations sur ce sujet car depuis l'automne 2017, le Ministère reste accroché à un seul argumentaire que je résumerai à :

« le levothyrox est un problème de communication, les malades vont s'adapter aux alternatives »

La réalité est bien différente, il y a des décès liés à cette formule et sans la solidarité des collectifs et associations, les suicides seraient beaucoup plus nombreux en raison des préjudices subis (se référer au cahier de doléances).

A la genèse de cette crise, une nouvelle formule à double enjeu :

- modification des excipients en vue de la prolongation du brevet des Laboratoires Merck.
- substitution du lactose par le mannitol dans bon nombre de médicaments, au profit d'un autre gros industriel français.

Un marché économique gagnant/gagnant qui exclut totalement l'intérêt et les Droits des patients.

Une substitution d'excipient qui fait l'impasse sur les études nécessaires quant à la bio-dispersion.

Dans le cas du Levothyrox, non seulement la substitution était à risque confès le traitement à marge thérapeutique étroite, (analyse des tests de bioéquivalence revus par les chercheurs Concordet et Toutain), mais les études précliniques de biodisponibilité et bio-dispersion ont été omises.

Conséquences : A J + deux ans, malgré l'information efficace des collectifs et associations sur les alternatives, (les supports prévus par le rapport Kierzek et Léo tardant à se mettre en place), les malades sont toujours en grande détresse, **certaines présentent des troubles majeurs totalement handicapants mettant en jeu leur pronostic vital.**

Cette analyse de terrain est très éloignée des réponses stéréotypées adressées aux associations et aux politiques qui vous interpellent.

Stéréotypées : l'UPGCS collectionne les courriers-réponses émanant du Ministère de la Santé et les vôtres. Le copié-collé utilisé quels que soient les signataires ou les destinataires, démontre une politique de prise en charge qui ne peut être revue que par une direction imposée au plus haut niveau donc **la vôtre** ! Madame Buzyn ne ferait que nous la répéter selon **les directives imposées.**

Dès sa création, l'UPGCS a inscrit dans ses objectifs l'évolution de la communication soignants-patients-autorités. Alors que la France avait un système de Santé réputé mondialement, c'est aujourd'hui le pays des crises sanitaires à répétitions avec mise en danger des malades (Pénurie récurrente de médicaments d'intérêt majeur et de vaccins essentiels.)

Tel fut notre propos le 31 mai 2017 lors de notre entretien avec Madame Anne-Claire Amprou. Nous avons cette ligne d'actions que vous avez demandée à chacun de nos concitoyens en synthèse du Grand débat : **que faire pour notre pays, pour l'aider à sortir des crises qu'il traverse ?** Encore faut-il que nos représentants en charge des plus hautes fonctions auxquelles ils ont accédé par suffrage de nos concitoyens, aient à cœur de respecter ce dialogue participatif. **Nous sommes loin de vos engagements en matière de santé, Monsieur le Président. Nous ne vous ferons pas l'offense de vous les rappeler.**

C'est pourquoi nous vous demandons de bien revoir votre décision concernant cet entretien afin de rétablir la confiance perdue et de le planifier soit personnellement soit le déléguer à Monsieur le Premier Ministre Edouard Philippe. Monsieur le Président, agissons de concert, s'il vous plaît.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma gratitude et mon respect.

Escautpont, le 27/05/2019

Pour l'UPGCS, la présidente Annie Notelet, en accord avec l'ONSIL et la Psychiatrie Parisienne Unifiée



Morts dans les hôpitaux (soignants et patients),

Pénurie alarmante de médicaments et de vaccins,

Crises sanitaires exponentielles depuis 5 ans,

**Passage en force de vaccins sans étude réelle du ratio
Bénéfices/Risques, malgré des recommandations scientifiques éclairées,**

**Refus depuis deux ans d'entendre 2 millions de malades thyroïdiens
quant à l'effet délétère de la Nouvelle formule Levothyrox ,**

**Silence absolu quant à la demande justifiée de l'UPGCS de dédier
quelques centres de soins en France à l'étude du dysfonctionnement de
celle-ci et aux séquelles qui touchent toujours une majorité de malades
malgré les switches vers des alternatives ...**

Nous devons agir...